

3^e colloque régional de l'AQPERE

Dans le cadre du 75^e congrès de
l'ACFAS *L'esprit en mouvement*

Environnement et engagement citoyen

8, 9 et 10 mai 2007
Université du Québec à Trois-Rivières



Association québécoise pour
la promotion de l'éducation
relative à l'environnement



Association francophone
pour le savoir
Acfas

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES
UQTR

Comité organisateur

Marc BOUTET, Professeur, Université de Sherbrooke, et chercheur à la Chaire de recherche Normand Maurice

Rémi DORÉ, Coordonnateur au décanat des études de 1er cycle à l'UQTR et co-responsable du colloque

Alain DUMAS, Professeur, Cégep de Trois-Rivières

Johane GERMAIN, Présidente, Convivium Slow Food de la Vallée de la Batiscan

Philippe GIROUL, Secrétaire, Groupe d'action pour la restauration du Lac St-Pierre

Charles-André GONTHIER, Étudiant en anthropologie, Université de Montréal

Émilie HÉBERT-HOULE, Étudiante, Responsable aux affaires sociales, politiques et environnementales de l'Association étudiante du Cégep de Trois-Rivières

Louis LACROIX , Étudiant UQTR, Association Bacc Vert

Robert LITZLER, Président, AQPERE et responsable du colloque

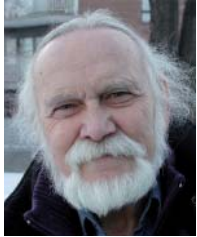
Claude POUDRIER, Professeur, Commission scolaire du Chemin du Roy

Ghislain SAMSON, Professeur, Université de Sherbrooke

Table des matières

Comité organisateur	1
Présentation du colloque	4
Mot de Mme Estelle Lacoursière	5
Parrainage : La Chaire de recherche Normand Maurice	6
Conférence d'ouverture	7
<i>Un mouvement écocitoyen alerte, dynamique, inspiré et critique pour un changement en profondeur de nos législations environnementales futures</i>	
Session 1 : Environnement et ouverture de l'école à la communauté	
Table ronde	8
<i>L'éducation à la consommation au secondaire : un nécessaire questionnement sur les enjeux de la consommation</i>	
<i>Du modèle pédagogique de la Recherche-Action pour la Résolution de Problèmes Communautaires et impacts de l'école québécoise sur la communauté</i>	
<i>Les CFER, des agents de changement</i>	
Expériences de terrain	9
<i>Pour engager les jeunes à la cause environnementale</i>	
<i>L'engagement envers l'environnement : un facteur d'insertion sociale</i>	
<i>Intégration de la conservation du patrimoine naturel et du développement durable en éducation</i>	
Session 2 : La santé environnementale, une préoccupation citoyenne majeure	
Table ronde et expériences de terrain	10
<i>Le Réseau québécois des femmes en environnement, un agent de changement important dans la problématique de la santé des femmes liée à l'environnement</i>	
<i>L'éducation relative à la santé environnementale dans une perspective écoféministe</i>	
Session 3 : La Grande virée	11
<i>Vers une conscience et un agir environnementaux : la contribution de l'éducation relative à l'environnement à ces processus complexes de changement</i>	
<i>Processus de formation en environnement à travers l'élaboration d'un système communautaire de contrôle de la qualité de l'eau</i>	
<i>La communauté d'apprentissage comme stratégie de renforcement communautaire vers la résolution de conflits socio-environnementaux associés à un développement industriel au Pérou</i>	
<i>ERE et globalisation : le cas du méga projet minier Pascua Lama de la transnationale canadienne Barrick Gold Corporation et de la mobilisation citoyenne de résistance</i>	
<i>Grandir à l'école dans le Grand nord québécois : comparaison avec la situation d'enfants de l'Afrique subsaharienne</i>	

Horaire du programme	12
Session 4 : Témoignages citoyens	20
Session 5 : Le citoyen, rouage essentiel à la protection de l'environnement	
Table ronde	20
<i>Les citoyens et les acteurs de la société civile sont-ils en amont ou en aval dans la gestion intégrée de l'eau par bassin versant. Ont-ils un rôle dans la gouvernance participative ?</i>	
<i>Le rôle des communautés locales dans les stratégies internationales de lutte contre les changements climatiques : l'étude de cas d'une communauté autochtone au Panama</i>	
<i>L'apparition des SLAPP(s), les poursuites abusives contre les citoyens vont-elles compromettre la place essentielle du citoyen dans les enjeux environnementaux ?</i>	
Expériences de terrain	21
<i>Le combat de centaines de citoyens pour la sauvegarde du boisé et de leur parc de quartier</i>	
<i>Le véritable développement durable est celui qui passe par la conservation de nos rivières dans leur état naturel</i>	
Session 6 : Communication et engagement écocitoyen	
Table ronde	22
<i>La communication engageante au service de la promotion des valeurs et des comportements écocitoyens. L'exemple de recherches-actions sur le thème de l'écocitoyenneté conduites dans le sud de la France</i>	
<i>Les maillons médiatiques qui consolident la chaîne d'info-actions</i>	
Expériences de terrain	23
<i>La prise de décision en environnement chez des élèves impliqués dans un projet de développement résidentiel durable</i>	
<i>L'environnement et les adultes : quelle éducation pour quel engagement citoyen ?</i>	
<i>Environnement, politique et santé au cœur de l'engagement des jeunes. Le cas de la consommation responsable</i>	
Conférence de clôture	24
Présentation de l'AQPERE	25
Présentation du Convivium Slow Food de la vallée de la Batiscan	26
Remerciements	28



L'environnement tient une place de plus en plus importante dans la vie des Canadiens et c'est avec inquiétude qu'ils assistent à sa dégradation continue, se disant incapables de contribuer au renversement de cette tendance. On a toutefois le sentiment que davantage de citoyens comprennent mieux que le plus petit geste en faveur de l'environnement, s'il est effectué par des milliards d'individus, peut avoir des répercussions profondes sur la santé de notre planète et la leur.

L'école québécoise est en pleine mutation et la place que prend l'environnement dans l'éducation et la formation des jeunes s'accroît considérablement. Longtemps centrée sur elle-même, l'école s'ouvre davantage sur la communauté et l'environnement en sort gagnant. Aujourd'hui, les femmes forment des regroupements régionaux et leurs interventions en santé environnementale sont de plus en plus écoutées.

La recherche en éducation et formation relatives à l'environnement apporte un cadre de réflexion qui permet d'alimenter l'action concrète sur le terrain. L'Association québécoise pour la promotion de l'éducation relative à l'environnement (AQPERE), qui a initié ce colloque, est animée par le souci de mettre les chercheurs en ERE en contact avec les praticiens de la région où se tient le congrès de l'ACFAS 75. Le colloque *Environnement et engagement citoyen* a donc pour enjeu de réunir des intervenants de la Mauricie pour renforcer les liens avec l'AQPERE et s'engager dans des projets communs.

Robert Litzler
Président de l'AQPERE
aqpere@videotron.ca

« L'humanité est mise en péril par l'exploitation sauvage qu'elle fait de la terre, de l'eau et de l'air, et ce n'est qu'en apprenant à mieux utiliser ces ressources naturelles qu'elle pourra se sauver du désastre ». C'est ainsi que s'exprimait Marguerite Yourcenar, en 1987, dans sa conférence d'ouverture de la Ve conférence internationale de droit constitutionnel qui se tenait à Québec et qui avait comme thème : « L'environnement et la qualité de vie ».



Vingt ans plus tard, il est plus pertinent que jamais de nous préoccuper de la qualité de notre environnement et des menaces qui planent sur un futur pas si lointain. Chacun de nous, quel que nous soyons, où que nous soyons, nous pouvons agir dans le bon sens, apporter des micro-solutions, car si chacun de nous est la source de la plupart des problèmes environnementaux, chacun de nous peut être aussi la source de solutions possibles.

Quand nous aurons développé une culture de la qualité pour remplacer le culte de la quantité, quand le goût du « plus être » aura supplanté l'envie du « plus avoir », quand le prix des objets tiendra compte des coûts écologiques (ressources non renouvelables, coût pour la transformation et pour l'usage polluant, coût pour le déchet encombrant), nous serons sur la bonne voie.

En 1987, Marguerite Yourcenar terminait ainsi son exposé : « Le malade est mourant, mais il n'est jamais trop tard tant qu'il reste un humain, un arbre, un cours d'eau! ». Je me permets d'ajouter : tant qu'il y aura des occasions comme le colloque *Environnement et engagement citoyen* pour s'informer et orienter l'action. Je remercie donc très sincèrement les organisateurs et les panélistes de ce colloque et je vous invite à y participer en grand nombre.

Estelle Lacoursière
o.c., o.q., m. sc. for.
estelle_lacoursiere@uqtr.ca

Que le colloque « Environnement et engagement citoyen » soit parrainé par la Chaire de recherche Normand Maurice paraissait tout indiqué au comité organisateur du colloque, qui remercie vivement sa directrice, Madame Nadia Rousseau, d'avoir spontanément accepté notre proposition. Nous lui laissons le privilège de la présenter à nos participants.



Chaire de recherche
Normand Maurice

La Chaire de recherche Normand Maurice : une stratégie d'excellence sur la réussite scolaire et le développement durable (2002-2007)

L'aventure pédagogique des Centres de formation en entreprise et récupération (CFER) repose sur une vision forte et articulée de transformation sociale au profit de jeunes souvent rejetés du système scolaire. Les CFER offrent une démarche originale adaptée au rythme des jeunes de 15 à 18 ans ayant des difficultés d'apprentissage et d'adaptation. La Chaire de recherche Normand Maurice s'est donné comme mandat d'étudier ce modèle novateur et sa transférabilité à d'autres secteurs scolaires.

Cette chaire de recherche privée est l'aboutissement d'un effort conjoint de chercheurs de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), de la Fondation de l'UQTR et de la Fondation CFER. Elle reçoit aussi l'appui de la Fondation Lucie et André Chagnon. La Chaire accomplit ainsi des projets de recherche autant dans le milieu CFER que dans d'autres milieux scolaires, et ce, tant au Québec qu'ailleurs au Canada. Ses travaux comprennent aussi l'étude des trajectoires scolaires sur la réussite scolaire et l'insertion sociale et professionnelle des jeunes.

Les travaux de la Chaire de recherche Normand Maurice gravitent autour des six thématiques suivantes :

- La pédagogie des CFER;
- L'organisation de la tâche des enseignants;
- L'entreprise en contexte scolaire, et ce, autant dans les CFER que dans d'autres milieux scolaires;
- La prévention et suivi auprès des élèves ayant des difficultés d'apprentissage et d'adaptation, et ce, autant dans les CFER que dans d'autres milieux scolaires;
- La promotion du développement durable, et ce, autant dans les CFER que dans d'autres milieux scolaires;
- L'analyse des relations entre l'école et la communauté, et ce, autant dans les CFER que dans d'autres milieux scolaires.

La Chaire a pour mission :

- D'assurer des activités de recherche scientifique dans les CFER et dans d'autres secteurs scolaires;
- D'investiguer des modèles novateurs de gestion scolaire;
- De soutenir des nouvelles pratiques pédagogiques qui valorisent l'engagement social immédiat des élèves ayant des difficultés d'adaptation et d'apprentissage;
- De comprendre le fonctionnement et l'apport de l'entreprise en contexte scolaire dans la formation des jeunes ayant des difficultés d'apprentissage et d'adaptation.

Un mouvement écocitoyen alerte, dynamique, inspiré et critique pour un changement en profondeur de nos législations environnementales futures

C'est généralement par soucis du bien commun et de l'environnement que les mouvements écocitoyens questionnent la pertinence et les impacts de certains développements dans la gestion de l'eau, des forêts, de l'agriculture, des déchets ou de l'énergie, tout en proposant une approche écosystémique globale et démocratique, renouvelée. Or, la vitalité de ce mouvement écocitoyen, où le travail d'alerte, de sensibilisation, d'éducation, se lie à la recherche scientifique, à l'évaluation et à la création artistique, tient largement au respect de la diversité des groupes et des stratégies d'intervention. Avec la montée des changements climatiques, leurs cascades d'événements extrêmes et la dégradation accélérée des écosystèmes, menaçant désormais la sécurité biologique de la planète et la nôtre, un virage majeur s'impose.

Dans ce contexte, l'éco-consumérisme centré sur des solutions individuelles, aussi essentielles et rassurantes qu'insuffisantes, et une gestion publique, enlisée dans le morcellement des juridictions et des compétences, dont l'économie serait la seule finalité, semblent bien dérisoires. En ce sens, les mouvements écocitoyens semblent avisés de cibler les enjeux économiques, technoscientifiques et juridiques et le renouvellement des politiques publiques liées à l'environnement. Ils semblent également bien inspirés de vouloir repenser les approches et les cadres d'analyse (écosanté, cycle de vie, écofiscalité, etc.) et instaurer des mécanismes d'évaluation stratégique.

vandelac.louise@uqam.ca



Louise Vandelac
PhD, Professeure
titulaire, Institut
des sciences de
l'environnement,
UQAM - Centre de
recherche inter-
disciplinaire sur la
biologie, la santé, la
société et l'environ-
nement

Table ronde



Adolfo Agundez Rodriguez
Étudiant à la maîtrise, Université de Sherbrooke

L'éducation à la consommation au secondaire : un nécessaire questionnement sur les enjeux de la consommation

Plus que jamais, les écoles d'aujourd'hui sont interpellées par la consommation comme composante essentielle de l'éducation des citoyens car « consommer est l'essence de l'être humain du XXI^e siècle » (Cortina, 2002, p.21). Le MELS (2003, p. 26) relève notamment que : « La possession de biens matériels représente pour plusieurs (adolescents) une valeur importante et peut constituer un incitatif en faveur du travail rémunéré. La frontière est souvent ténue entre leurs besoins réels et la satisfaction de leurs désirs. » On comprend dès lors que le programme insère le développement de l'éducation à la consommation comme développement de stratégies de consommation et d'utilisation responsable des biens et des services, ainsi que la prise de conscience des aspects sociaux, économiques et éthiques de la consommation. L'étude présentée ici porte sur deux volets. Le premier traite en quoi et comment le programme du premier cycle du secondaire s'intéresse aux particularités des adolescents par rapport à la consommation. Le deuxième volet de la recherche suppose que la question de la consommation peut être abordée avec des stratégies pédagogiques issues du cadre de philosophie pour enfants développé par Mathew Lipman. L'éducation à la consommation, dans cette optique, invite à se questionner et à discuter, donc à « philosopher » sur la consommation et ses enjeux, plutôt que de traiter de manière plus traditionnelle les habitudes de consommation dans la société.

Adolfo.Agundez.Rodriguez@USherbrooke.ca

Du modèle pédagogique de la Recherche-Action pour la Résolution de Problèmes Communautaires et impacts de l'école québécoise sur la communauté

L'expertise en Éducation à la Citoyenneté et à l'Environnement (ECE) est développée au Québec sous la supervision de M. Claude Poudrier enseignant-formateur à la commission scolaire du Chemin du Roy. En effet, depuis 1993, cette expertise est implantée dans plus de 15 commissions scolaires, dans les Centres de la Petite Enfance, au CÉGEP et à Télé-Université. Ainsi, le programme élaboré par M. Poudrier implique les acteurs de tous les groupes d'âges au Québec. Le programme en Éducation à la Citoyenneté Environnementale proposé par M. Poudrier est principalement basé sur le modèle de la Recherche-Action pour la Résolution de Problèmes Communautaires (RA : RPC). Notons que cette approche respecte la démarche scientifique. Le modèle amène les acteurs, peu importe l'âge, à identifier des problématiques sociales ou environnementales réelles dans leur milieu et à les solutionner dans, pour et avec leur communauté. Aussi, il engage les jeunes à agir concrètement et à changer les choses dans une démarche démocratique. L'expertise de M. Poudrier est reconnue non seulement au Québec, mais aussi ailleurs au Canada et à l'étranger.



Claude Poudrier
Professeur chercheur, auteur de la méthode pédagogique RA-RPC

claud.poudrier@sympatico.ca



Sylvie Castonguay
Directrice du Réseau des CFER

Les CFER, des agents de changement

Le programme des Centres de formation en entreprise et récupération en vigueur depuis 1990, dans 16 écoles secondaires du Québec, a développé une démarche pédagogique unique, basée sur le développement de personnes autonomes qui deviendront des citoyens engagés et des travailleurs productifs. Étant donné leur double caractère, soit celui d'établissements éducatifs et d'entreprises, les CFER occupent une position stratégique dans le monde des « 3R » au Québec. Bien que l'objectif premier des CFER soit de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des élèves qui les fréquentent, chacun s'est trouvé une niche, dans la gestion écologique des déchets, qui répond aux besoins de sa réalité régionale. Le phénomène CFER a toujours évolué en faveur du développement d'infrastructures et d'habitudes de récupération. Créés pour permettre l'apprentissage d'un métier en situation réelle à des jeunes en difficulté, les CFER jouent un rôle de sensibilisation et d'éducation par la promotion du développement durable.

cfer@cscotesud.qc.ca

Expériences de terrain

Pour engager les jeunes à la cause environnementale

Lieu de la vulgarisation des savoirs sur l'eau et l'environnement à Montréal, la Biosphère d'Environnement Canada anime d'ambitieux programmes d'éducation, où les jeunes apprennent tout en s'engageant dans des projets utiles à leur communauté. Par exemple, ils participent à des collectes de données, à des projets de restauration, à sensibiliser leur famille ou leur école à des enjeux environnementaux, etc. Basés sur le partenariat en réseau, l'engagement des collectivités locales, les approches expérientielles et la pédagogie de l'espoir, ces programmes permettent aux écoles de s'engager pour l'environnement, dans leur communauté. Forte de 12 années d'expériences dans ce type d'intervention avec les enseignants, les approches pédagogiques proposées dans cette présentation illustrent l'ouverture de l'école québécoise sur sa communauté.

therese.baribeau@ec.gc.ca



Thérèse Baribeau
Conseillère principale, en éducation et implication communautaire, Biosphère, Environnement Canada



Marc Boutet
Professeur, Université de Sherbrooke

L'engagement envers l'environnement : un facteur d'insertion sociale

Cette présentation porte sur l'importance du développement d'une citoyenneté environnementale comme facteur d'insertion sociale pour les jeunes qui terminent leur parcours scolaire sans diplôme d'études secondaires ou de formation professionnelle, afin d'éviter que leur exclusion scolaire ne se transforme en exclusion sociale. Des résultats de recherche portant sur un programme d'insertion sociale et professionnelle des jeunes (ISPJ) qui fait place aux préoccupations environnementales et au développement durable, le programme des Centres de formation en entreprise et récupération (CFER), sont présentés et discutés. Ces résultats tendent à démontrer que l'engagement des élèves envers une cause environnementale augmente leur sentiment de pouvoir agir sur des enjeux sociaux complexes.

marc.boutet@usherbrooke.ca

Intégration de la conservation du patrimoine naturel et du développement durable en éducation

Cette approche vise le développement des apprentissages en intégrant la conservation du patrimoine naturel et le développement durable dans les pratiques pédagogiques des enseignants du primaire et du secondaire. Cette intégration est possible grâce à la réalisation de situations d'apprentissage et d'évaluation (SAÉ) qui impliquent les jeunes et les enseignants dans la communauté. Cette implication du milieu scolaire via des projets durables (création de bande riveraine, suivie de la qualité des cours d'eau, aménagements aquatiques, campagnes de sensibilisation, inventaires fauniques et floristiques, etc.) dans la collectivité répond simultanément aux besoins de celle-ci en matière d'environnement et de conservation. Tous les domaines d'apprentissage (sciences, langues, cultures, arts, etc.) sont visés par cette approche.

pablo.desfosses@csgdeschenes.qc.ca



Pablo Desfossés
Enseignant, coordonnateur du Garaf, Commission scolaire des Chênes

Table ronde et expériences de terrain



Lise Parent
Vice-présidente du
RQFE et professeure
à la Télé-Université

Le Réseau québécois des femmes en environnement, un agent de changement important dans la problématique de la santé des femmes liée à l'environnement

Le Réseau québécois des femmes en environnement, fondé en 1999, regroupe environ 220 femmes qui travaillent de près ou de loin dans le domaine de l'environnement. Il s'intéresse entre autres aux liens entre la santé et la qualité de l'environnement.

Plusieurs projets ont été développés sur cette thématique, dont celui de la présence des perturbateurs endocriniens dans nos maisons. Le RQFE veut, par différentes actions, diffuser l'information sur les liens entre santé et environnement, sensibiliser la population en général par rapport à cette problématique et participer à enrichir les connaissances à ce sujet.

lise_parent@teluq.uqam.ca

L'éducation relative à la santé environnementale dans une perspective écoféministe

« L'éducation relative à la santé environnementale : une contribution à l'émergence d'une culture de participation citoyenne à la gestion des risques socio-environnementaux », est une recherche qui vise à mieux comprendre le rapport des femmes à la santé, à l'environnement et à l'alimentation, plus spécifiquement dans la région industrielle du lac Saint-Pierre, identifiée comme étude de cas.

Elle a été menée dans le cadre d'un projet initié à la Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement. À travers la caractérisation des principaux éléments des représentations sociales des femmes au regard des questions de santé environnementale, cette étude tente d'identifier des pistes de solutions ainsi que des éléments théoriques de l'action sociale dans la perspective de concevoir des stratégies d'éducation relative à la santé environnementale appropriées.

L'exploration collaborative du rapport des femmes à la santé et aux risques liés aux contaminants constitue l'étape initiale du processus éducatif. Ce processus est de nature à fournir des éléments théoriques permettant d'enrichir le champ de l'éducation relative à la santé environnementale dans une perspective écoféministe.

lacourse.valerie@courrier.uqam.ca



Valérie Lacourse
Étudiante, maîtrise
en sciences de l'en-
vironnement, UQAM

Vers une conscience et un agir environnementaux : la contribution de l'éducation relative à l'environnement à ces processus complexes de changement

La prise de conscience de la crise socio-environnementale actuelle et l'engagement dans un agir de façon à produire les changements qui s'imposent se trouvent parmi les défis majeurs de notre époque. L'éducation relative à l'environnement (ERE) joue en ce sens un rôle essentiel. La prise de conscience et l'action environnementales sont au cœur des préoccupations de cette dimension fondamentale de l'éducation globale.

Cependant, pour des pratiques appropriées en ERE, vers les changements urgents que la société requière, il est important de clarifier le sens qu'ils acquièrent à travers l'histoire et dans divers contextes. La recherche que cette communication présentera se propose d'élucider ces processus complexes pour dégager leurs caractéristiques, leur sens et leurs interrelations. Le but est de contribuer à cerner un agir éducatif approprié en dégagant les perspectives, les courants, les approches et les stratégies pédagogiques d'ERE qui favorisent plus particulièrement ces processus. L'étude est réalisée par une étude de cas qui contribue à dégager les particularités de ces processus dans un contexte spécifique où des personnes s'engagent dans une formation en ERE.

Le cas retenu est celui d'un groupe d'enseignants en formation continue dans le domaine de l'éducation relative à l'environnement à Guadalajara (Mexique). La communication fera part des principales réflexions éducatives et psychosociologiques qui émergent de cette recherche.

marleau.marie-eve@courrier.uqam.ca



Marie-Ève Marleau
Étudiante, maîtrise
en éducation, UQAM

Processus de formation en environnement à travers l'élaboration d'un système communautaire de contrôle de la qualité de l'eau

Un des problèmes actuels des plus cruciaux en matière d'environnement est celui de la gestion de l'eau. La contamination croissante de l'eau constitue un problème grave pour la santé humaine, particulièrement dans les contextes de précarité et de vulnérabilité des pays en voie de développement, comme la Bolivie. Ce pays présente un des taux de pauvreté les plus élevés de l'Amérique Latine.

La gestion de l'eau a été déficiente pendant des décennies ce qui a eu comme conséquence, entre autres, non pas seulement la détérioration de l'environnement, mais aussi, des sérieux problèmes d'accès à l'eau et de santé de la population. À titre d'exemple, 80% des maladies en Bolivie ont comme cause la consommation d'eau contaminée. C'est dans ce contexte que se développera le projet de coopération internationale « Écominga-Écodéveloppement communautaire et santé environnementale en Bolivie » qui propose la formation dans ces domaines de leaders communautaires de l'Amazonie bolivienne et au sein duquel se réalise la recherche que cette communication exposera.

À travers la création d'un partenariat avec les communautés concernées par le projet Écominga, il s'agira de produire un manuel de gestion communautaire de l'eau présentant diverses stratégies et technologies alternatives permettant une gestion appropriée de l'eau par les citoyens. Le processus de conception de ce manuel sera abordé au sein d'un parcours de formation des membres des communautés.

rolando.labrana@gmail.com



Rolando Labraña
Étudiant, maîtrise en
études de l'environnement, UQAM



Carlos Silva
Étudiant, maîtrise en
science de l'environ-
nement, UQAM

La communauté d'apprentissage comme stratégie de renforcement communautaire vers la résolution de conflits socio-environnementaux associés à un développement industriel au Pérou

Les efforts importants de mobilisation sociale sont déployés dans la ville de La Oroya, au Pérou, pour faire face à une situation de contamination environnementale extrêmement critique. Depuis 1997, la transnationale minière-métallurgique Doe Run (USA) rejette dans l'atmosphère des quantités alarmantes de produits toxiques, dont du dioxyde de soufre, de l'arsenic et surtout, du plomb.

La population est confrontée à l'urgence de trouver des solutions à ces graves problèmes. Divers espaces de discussion et d'action se sont ouverts. Aux efforts communautaires se joint une tentative du gouvernement péruvien pour mettre en œuvre un plan de décontamination qui interpelle les divers acteurs sociaux (OG et ONG). Mais la polarisation de la population face à la présence de l'entreprise métallurgique a débouché dans un conflit social qui rend très difficile la mise en œuvre des actions visant à exiger des interventions appropriées de la part des décideurs et de l'entreprise. Face à l'éclatement social apparaît le défi de faire converger les efforts communautaires vers des actions concertées.

L'idée de communauté d'apprentissage comme stratégie de renforcement et de cohésion communautaires pour trouver des solutions réelles aux problèmes socio-environnementaux, apparaît très prometteuse dans ce contexte. La communication que nous présenterons explore les perspectives existantes à La Oroya pour le développement de telles communautés d'apprentissage.

csilvagalvez999@hotmail.com

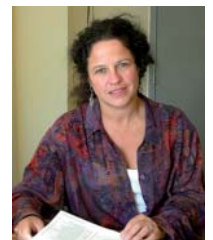
ERE et globalisation : le cas du méga projet minier Pascua Lama de la transnationale canadienne Barrick Gold Corporation et de la mobilisation citoyenne de résistance

La recherche que cette communication présente s'intéresse à la place et aux défis de l'éducation relative à l'environnement en contexte de globalisation économique, face aux problèmes critiques qui émergent du déploiement des transnationales minières à travers le monde.

Elle vise à explorer les particularités de l'ERE dans un contexte spécifique de crise socio-environnementale qui interpelle l'ensemble d'une communauté à prendre position et à agir pour faire face aux problèmes déterminants qui les affectent. L'étude a été réalisée au sein du cas du projet minier Pascua Lama de la compagnie canadienne Barrick Gold, située dans une région semi désertique à 4600 mètres d'altitude, à la frontière Chili-Argentine.

Depuis près de six ans une vaste mobilisation sociale se déploie pour faire face à ce projet. Divers membres de la population affectée ont entrepris une grande diversité d'actions au sein d'un mouvement d'opposition à la mine. L'implantation d'une mine à ciel ouvert, qui compromet trois glaciers, l'équilibre hydrique et la qualité de l'eau d'une vallée riche et fertile, tout comme des territoires ancestraux et du patrimoine autochtone, soulève le défi d'une ERE contextuellement appropriée permettant de soutenir la résistance au projet minier et qui puisse contribuer à résoudre la situation critique actuelle. La recherche se propose d'analyser le processus d'ERE qui traverse implicitement ou explicitement la mobilisation sociale en cours.

orellana.isabel@uqam.ca



Isabel Orellana
Professeure, départe-
ment d'éducation
et pédagogie, Chaire
de recherche du
Canada en éducation
relative à l'environ-
nement, UQAM



Pauline Côté
Professeur au département des sciences de l'éducation, UQAR

Grandir à l'école dans le Grand Nord québécois : comparaison avec la situation d'enfants de l'Afrique subsaharienne

Naître et grandir dans le Grand Nord québécois au Nunavik dans la baie de l'Ungava, au nord du 55e parallèle, représente pour les enfants et leurs parents majoritairement Inuits, un véritable défi environnemental, éducationnel, humanitaire et sociétal.

Se basant sur une longue liste de cas et de statistiques troublantes relevées par la Commission des droits de la personne et la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ) au Québec, nous exposons dans notre communication, la situation difficile de l'éducation des enfants du Nord québécois en analogie avec celle tout aussi complexe des enfants du Sud saharien au Niger. Notre analyse comparée se fera en lien étroit, avec les 54 articles de la Convention relative aux droits de l'enfant, adoptée le 20 novembre 1989, par l'Assemblée générale des Nations Unies.

pauline_cote@uqar.qc.ca

Session 4 : Témoignages citoyens

Le colloque « Environnement et engagement citoyen » se transportera à l'extérieur de l'UQTR pour faire vivre aux participants des témoignages concrets de citoyens qui, par leur détermination et leur conviction, ont fait changer le cours des choses.

Programme du 8 mai

salle 1012-NB

Ouverture du colloque

8h30 - 9h50

Allocution de Mme Estelle Lacoursière, Présidente d'honneur du colloque

Allocution de Mme Nadia Rousseau, Directrice de la Chaire Normand Maurice

Conférence d'ouverture

Louise Vandelac, PhD, Professeure titulaire, Institut des sciences de l'environnement, UQAM - Centre de recherche interdisciplinaire sur la biologie, la santé, la société et l'environnement

Un mouvement écocitoyen alerte, dynamique, inspiré et critique pour un changement en profondeur de nos législations environnementales futures

Session 1 : Environnement et ouverture de l'école à la communauté

Président de session : Louis Lacroix, étudiant à l'UQTR

9h50 - 10h50

Table ronde

Adolfo Agundez Rodriguez, Ghislain Samson, et France Jutras, Université de Sherbrooke

L'éducation à la consommation au secondaire : un nécessaire questionnement sur les enjeux de la consommation

Claude Poudrier, Professeur chercheur, auteur de la méthode pédagogique RA-RCP

Du modèle pédagogique de la Recherche-Action pour la Résolution de Problèmes Communautaires et impacts de l'école québécoise sur la communauté

Sylvie Castonguay, Directrice du Réseau des CFER

Les CFER, des agents de changement

10h50 - 11h10

Pause - Déplacement

11h10 - 12h10

Expériences de terrain

Thérèse Baribeau, Conseillère principale, en éducation et implication communautaire, Biosphère, Environnement Canada

Pour engager les jeunes à la cause environnementale

Marc Boutet et Ghislain Samson, Professeurs, Université de Sherbrooke

L'engagement envers l'environnement : un facteur d'insertion sociale

Pablo Desfossés, Enseignant, coordonnateur du Garaf, Commission scolaire des Chênes

Intégration de la conservation du patrimoine naturel et du développement durable en éducation

12h10 - 13h20

Dîner libre

Session 2 : La santé environnementale, une préoccupation citoyenne majeure

Présidente de session : Johane Germain

13h20 - 15h20

Table ronde et Expériences de terrain

Lise Parent, Vice-présidente du RQFE et professeure à la Télé-Université

Le Réseau québécois des femmes en environnement, un agent de changement important dans la problématique de la santé des femmes liée à l'environnement

Valérie Lacourse, Étudiante, maîtrise en sciences de l'environnement, UQAM

L'éducation relative à la santé environnementale dans une perspective écoféministe

15h20 - 15h40

Pause

Session 3 : La Grande Virée

Président de session : Robert Litzler, Président de l'AQPERE

15h40 - 17h20

Cinq communications simultanées de cas vécus dans l'une ou l'autre des thématiques, présentées cinq fois devant 6 à 10 participants (exposé : 10 minutes - questions : 10 minutes)

Îlot 1

Marie-Ève Marleau, Étudiante, maîtrise en éducation, UQAM

Vers une conscience et un agir environnementaux : la contribution de l'éducation relative à l'environnement à ces processus complexes de changement

Îlot 2

Rolando Labraña, Étudiant, maîtrise en études de l'environnement, UQAM

Processus de formation en environnement à travers l'élaboration d'un système communautaire de contrôle de la qualité de l'eau

Îlot 3

Carlos Silva, Étudiant, maîtrise en science de l'environnement, UQAM

La communauté d'apprentissage comme stratégie de renforcement communautaire vers la résolution de conflits socio-environnementaux associés à un développement industriel au Pérou

Îlot 4

Isabel Orellana, Professeure, département d'éducation et pédagogie, Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement, UQAM

ERE et globalisation : le cas du méga projet minier Pascua Lama de la transnationale canadienne Barrick Gold Corporation et de la mobilisation citoyenne de résistance

Îlot 5

Pauline Côté, Professeur au département des sciences de l'éducation, Université du Québec à Rimouski; Sonia Fournier, Québec, Abdou Harouna, Niger, John Kabano, Québec, Dieudonné Yonly, Burkina Faso

Grandir à l'école dans le Grand Nord québécois : comparaison avec la situation d'enfants de l'Afrique subsaharienne

Programme du 9 mai

Session 4 : Témoignages citoyens

Le colloque « Environnement et engagement citoyen » se transportera à l'extérieur de l'Université du Québec à Trois-Rivières pour faire vivre aux participants des témoignages concrets de citoyens qui, par leur détermination et leur conviction, ont fait changer le cours des choses. Le départ se fera en autobus devant le pavillon Ringuet à 8h30. Le retour est prévu pour 20h00.

8h30

Départ UQTR

8h45

Arrivée dans la communauté St-Gabriel-Archange, Trois-Rivières
Responsable : Claude Poudrier

M. Richard Hallé, coordonnateur à l'environnement à l'usine Aléris (autrefois Reynolds) et Claude Poudrier, professeur à l'école primaire Saint-Gabriel-Archange témoigneront comment l'action des élèves de son école a conduit à un investissement majeur de la compagnie Reynolds pour modifier son mode de production afin d'apporter les corrections en vue d'éliminer le niveau de pollution produite par les opérations de l'usine Reynolds. C'est à la suite de cette collaboration que Claude Poudrier a construit le modèle RA-RPC (Recherche action pour la résolution de problèmes communautaires), aujourd'hui en opération dans une quinzaine de Commissions scolaires du Québec.

Cette collaboration école-industrie existe toujours puisque la compagnie Aléris supporte le projet en Éducation à l'Environnement et à la Citoyenneté en fournissant des porte-documents pour les enseignants.

9h30

Départ de la CSGA pour Notre-Dame de Montauban
Animatrice : Johane Germain, présidente de Slow Food, Vallée de la Batiscan

10h45

Accueil à Notre-Dame de Montauban et présentation de la journée par Johane Germain :

Depuis une dizaine d'année, les citoyens de Batiscan, Ste-Geneviève de Batiscan, St-Stanislas, St-Adolphe et Notre-Dame de Montauban, ont travaillé à s'opposer à la fermeture de leur école, à la construction de site d'enfouissement de matières dangereuses, à la construction de trois micro-centrales hydroélectriques sur la rivière Batiscan, dont une dans un parc régional. Les forces vives du milieu se sont surtout manifestées à préserver une rivière, un paysage, une qualité de vie. La rivière Batiscan traverse huit municipalités et trois municipalités régionales de comté (MRC).

Depuis 2005, les énergies ont davantage été utilisées à offrir des espaces de vie, un capital nature, vu comme une richesse à protéger et à mettre en valeur. La rivière étant le miroir de nos activités, elle n'a donc pas de limite géopolitique. Elle est régie par cette loi de la nature, et nous y sommes tous liés. Des demandes d'aires protégées ont été soumises. Des projets de développements en harmonie et compatible avec le paysage ont vu le jour. Le Convivium Slow Food Vallée de la Batiscan travaille à positionner la Vallée de la Batiscan comme laboratoire d'observation et d'expérimentation, un territoire d'augmentation de la biodiversité. En créant une zone éco gastronomique et éco touristique, la Vallée de la Batiscan se positionne avec une vision de développement axée sur la protection de l'environnement et sur une occupation du territoire qui vise à créer une richesse en milieu rural par une offre de produits et services, bons, propres et justes.

11h00

Mot de bienvenue de Normand Hudon, maire de Notre-Dame-de-Montauban

Présentation des comités de citoyens et témoignages :

- Anne-Marie Lafontaine, porte-parole « Amis de la Batiscan »
- Doris Houde, porte-parole « Eaux vives Batiscan »
- Suzanne Vennes, porte-parole « Chute libre »
- Normand Hudon, président Coopérative de solidarité
- Jean-René Carpentier, projet éco-village Mont Otis

12h30

Dîner Slow Food à Notre-Dame-de-Montauban

14h00

Visite de maison de chanvre, construction 2006 - chanvre et paille

Explication de la méthode par le propriétaire constructeur Gérard Godbout

14h45

Départ de Notre-Dame-de-Montauban

15h30

Accueil sur le site des travaux de protection de la rivière à St-Stanislas

Sébastien Duchesne, directeur de la Société d'aménagement du bassin de la rivière Batiscan (Sambba)

**Si la température le permet*

17h00

Minoterie les Brumes, moulin à farine bio, sur meule de pierre, Christian Lapierre, propriétaire

17h30

Présentation du Convivium Slow Food de la Vallée de la Batiscan par Johane Germain

18h00

Dégustation de produits locaux et présentation de talents régionaux avec Fabiola Toupin

19h00

Départ pour Trois-Rivières

Programme du 10 mai salle 1085-R

Session 5 : Le citoyen rouage essentiel à la protection de l'environnement

Président de session : Claude Poudrier

8h30 - 9h30

Table ronde

Marie-Claude Leclerc, Directrice générale, Regroupement des organisations de bassin versant du Québec et Jean-Paul Raïche, Président, Comité de gestion du bassin de la rivière Saint-François et premier vice-président du Regroupement des organisations de bassin versant du Québec

Les citoyens et les acteurs de la société civile sont-ils en amont ou en aval dans la gestion intégrée de l'eau par bassin versant. Ont-ils un rôle dans la gouvernance participative ?

Saleema Hutchinson, Étudiante, maîtrise en sciences de l'environnement, UQAM

Le rôle des communautés locales dans les stratégies internationales de lutte contre les changements climatiques : l'étude de cas d'une communauté autochtone au Panama

Michel Bélanger, Avocat, président de Nature Québec/UQCN

L'apparition des SLAPP(s), les poursuites abusives contre les citoyens vont-elles compromettre la place essentielle du citoyen dans les enjeux environnementaux ?

9h30 - 10h30

Expériences de terrain

Alain Dumas, Professeur, Cégep de Trois-Rivières

Le combat de centaines de citoyens pour la sauvegarde du boisé et de leur parc de quartier

Michel Gauthier, Directeur général, Fondation Rivières

Le véritable développement durable est celui qui passe par la conservation de nos rivières dans leur état naturel

10h30 - 10h50

Pause - Déplacement

Session 6 : Communication et engagement écocitoyen

Président de session : Rémi Doré

10h50 - 11h50

Françoise Bernard, Robert Vincent-Joule et Jean Lagagne, Professeurs, Université de Provence

La communication engageante au service de la promotion des valeurs et des comportements écocitoyens. L'exemple de recherches-actions sur le thème de l'écocitoyenneté conduites dans le sud de la France

Brigitte Blais, PDG de Communication Terre-à-Terre

Les maillons médiatiques qui consolident la chaîne d'info-actions

11h50 - 13h20

Dîner libre

13h20 - 14h20

Expériences de terrain

Anouk Utzschneider, Étudiante, Université de Moncton

La prise de décision en environnement chez des élèves impliqués dans un projet de développement résidentiel durable

Carine Villemagne, Professeure, Études en adaptation scolaire et sociale, Université de Sherbrooke

L'environnement et les adultes : quelle éducation pour quel engagement citoyen ?

Julie Jacques, M.A. Sociologie, Doctorante en sociologie, UQAM

Environnement, politique et santé au cœur de l'engagement des jeunes. Le cas de la consommation responsable

Session 7 : Bilan du colloque

Président de session : Robert Litzler, président de l'AQPERE

14h20 - 15h00

Antenne régionale AQPERE-Mauricie

15h00 - 15h40

Conférence de clôture

Harvey Mead, Fondateur de l'Union Québécoise pour la Conservation de la Nature (UQCN), Commissaire au développement durable du Québec

Table Ronde

Les citoyens et les acteurs de la société civile sont-ils en amont ou en aval dans la gestion intégrée de l'eau par bassin versant. Ont-ils un rôle dans la gouvernance participative ?

La Politique nationale de l'eau a été adoptée par le gouvernement québécois en 2002. La première orientation énoncée dans cette politique est la réforme de la gouvernance de l'eau, qui s'appuie sur la création d'organismes de bassin versant, composé d'élus du secteur municipal, de représentants d'usagers, de représentants du communautaire et de citoyens. Ces organismes de bassin versant sont des tables de concertation afin de prendre des décisions permettant une véritable gestion intégrée de l'eau et afin de concilier les intérêts divergents. On parle alors de gouvernance participative. Le premier mandat de ces organismes de bassin versant est de réaliser un plan directeur de l'eau pour le territoire dont ils ont la responsabilité. On sait que ce plan devra être pris en compte dans les schémas d'aménagement et de développement des MRC et dans les plans d'urbanisme. Peut-on accepter qu'un organisme de gouvernance participative où plusieurs acteurs qui ne sont pas imputables ait ce pouvoir sur des décisions d'aménagement du territoire ? Que des acteurs qui ne sont pas élus au suffrage universel soient, en tant que décideurs, en amont du processus de gestion ? Ne devraient-ils que faire l'objet de consultation ? Les acteurs de la société civile ne devraient-ils que réaliser ce qui a été décidé pour eux. On perçoit qu'une nouvelle culture politique est à l'horizon avec cette approche de gouvernance participative à laquelle s'ajoutera l'approche de volontariat contractuel comme moteur d'action.

Marie-Claude Leclerc
mcleclerc@robvq.qc.ca

Le rôle des communautés locales dans les stratégies internationales de lutte contre les changements climatiques : l'étude de cas d'une communauté autochtone au Panama

Afin d'aider les pays industrialisés à atteindre leurs objectifs de réduction de gaz à effet de serre, le protocole de Kyoto prévoit 3 mécanismes de flexibilité, dont le Mécanisme pour un développement propre (MDP). L'article 12.2 du protocole stipule que l'objet de ce mécanisme est également d'aider les « pays en développement » à parvenir à un « développement durable ». Pour ce faire, certains projets de MDP cherchent à reboiser les milieux tropicaux et à augmenter ainsi la capacité des sols de séquestrer le carbone atmosphérique. Cependant, sachant que des communautés locales seront impliquées dans cette lutte internationale contre les changements climatiques en tant qu'hôtes de projet, il est essentiel de prendre en compte leurs réalités particulières. À travers l'étude de cas d'une communauté autochtone d'Embera au Panama, qui a essayé d'élaborer un projet de MDP, cette recherche vise à caractériser des éléments de leurs représentations sociales de la forêt et du projet ainsi qu'à discerner leurs désirs d'être en lien avec leur identité culturelle. Dans l'esprit d'une analyse critique sociale, cette présentation explore les points de convergences et de divergences entre les différentes visions du monde qui interagissent lors de l'établissement d'un projet de MDP.



Saleema Hutchinson
Étudiante, maîtrise
en sciences de l'en-
vironnement, UQAM

lotusali_7@yahoo.fr



Michel Bélanger
Avocat, président
de Nature Québec/
UQCN

L'apparition des SLAPP(s), les poursuites abusives contre les citoyens vont-elles compromettre la place essentielle du citoyen dans les enjeux environnementaux ?

Ouvrant depuis plus de 20 ans auprès des groupes environnementaux, notamment en tant que co-fondateur du Centre québécois du droit de l'environnement, j'ai été en mesure de constater l'importance qu'occupe le citoyen dans le cadre des enjeux environnementaux, de l'étape de la constitution de projets (par le biais notamment de l'audience publique) au contrôle des conséquences néfastes de la pollution dont ils sont les premiers à faire les frais. Avec l'apparition des SLAPP(s), les poursuites abusives contre les citoyens, cette participation sera-t-elle compromise ou stimulée ?

belanger@lauzonbelanger.qc.ca

Le combat de centaines de citoyens pour la sauvegarde du boisé et de leur parc de quartier

Le 26 janvier 2006, la Ville de Trois-Rivières présente un projet de construction de 8 unités de 16 logements de luxe dans une zone boisée située au cœur du quartier des Plateaux. Dans cette zone, seuls des bâtiments communautaires ou sportifs de propriété publique ou para-publique y sont autorisés. Le projet présenté par la Ville propose premièrement de céder une partie des terrains boisés et sportifs appartenant à la Ville en échange d'une partie du terrain acquis par les promoteurs; deuxièmement d'autoriser la construction d'immeubles à logements par un changement de zonage. Cette proposition est rejetée par une vaste majorité de citoyens du quartier qui décident de former un Comité de sauvegarde du Parc Roland-Leclerc et qui font signer une pétition (1759 signataires, 98% des résidents du quartier) contre tout projet qui aurait pour effet de détruire tout ou partie du boisé et des installations sportives aux abords de l'école Jacques-Buteux. Devant la forte mobilisation des citoyens, la Ville réduit le projet à 4, puis à 3 immeubles et décide, le 18 avril 2006, de passer un décret de changements de zonage (appelé règlement de concordance) où les citoyens n'ont plus droit à une consultation publique. C'est alors que l'abolition du processus de consultation démocratique des citoyens prévu relance de plus belle la mobilisation des citoyens non seulement pour la sauvegarde de leur boisé et parc de quartier, mais aussi pour leurs droits démocratiques.

alain.dumas@tr.cgocable.ca



Alain Dumas
Professeur, Cégep de
Trois-Rivières



Michel Gauthier
Professeur, Cégep
de Trois-Rivières

Le véritable développement durable est celui qui passe par la conservation de nos rivières dans leur état naturel

Une rivière vive, libre de tout barrage, exempte de rejets agricoles ou industriels, dont les berges et les milieux humides sont protégés, est garante de la qualité de son écosystème. Et nous savons tous que la santé humaine est liée à la qualité de l'air, de l'eau et des sols, bref à la qualité de l'environnement. Les rivières sont utiles quand elles sont naturelles. Elles sont source de plaisir, de récréation. Au Québec, elles constituent un patrimoine collectif inestimable et un important facteur de développement économique durable pour les régions. Le secteur récréotouristique, en pleine expansion, recèle un potentiel de création d'emplois qu'il ne faut pas compromettre. Ainsi, pour des motifs environnementaux, sociaux et économiques, les rivières naturelles doivent être préservées au profit des générations futures. Les petites centrales privées ont causé plusieurs préjudices sociaux, économiques et environnementaux depuis une quinzaine d'années. Déjà en 1995 de tels projets étaient dénoncés et le gouvernement institua une commission d'enquête et imposa un moratoire. En 1999, le ministère de l'environnement annula une autorisation et en 2002 le gouvernement fit marche arrière sous la pression de l'opération « Adoptez une rivière ». Vous découvrirez l'origine et la force de cette opposition.

fondationrivieres@videotron.ca

Table Ronde



Françoise Bernard
Professeure, Université de Provence

La communication engageante au service de la promotion des valeurs et des comportements écocitoyens. L'exemple de recherches-actions sur le thème de l'écocitoyenneté conduites dans le sud de la France

Nous présenterons d'abord le paradigme de la communication engageante, paradigme permettant de penser la relation entre communication et action. Il a été forgé par des chercheurs en psychologie sociale et des chercheurs en SIC de l'Université de Provence (Joule et Bernard, 2000; Bernard et Joule, 2004). Il est appliqué à un nouveau domaine d'études que nous avons désigné de la manière suivante : « communication d'action et d'utilité sociétales ». Il permet de conduire des analyses et d'intervenir autour d'enjeux de société cruciaux, notamment la santé et l'environnement. Ce paradigme est donc particulièrement pertinent pour le thème de l'environnement, notamment parce qu'il propose des voies théoriques et pratiques pour passer des idées aux actes.

Nous rendrons compte ensuite de projets de recherche-action conduits dans le sud de la France récemment. Il s'agit de projets communicants dans lesquels sont mises en place des pratiques de communication engageante de proximité et de communication médiatée. Ils ont la particularité d'impliquer avec un statut de partenaire le mouvement associatif et les pouvoirs publics (les Villes), les institutions (Education, Environnement). Nous prendrons l'exemple de 3 projets financés portant sur : les comportements écocitoyens dans l'espace balnéaire auprès des baigneurs sur les plages de Marseille, auprès des plaisanciers en mer Méditerranée, la maîtrise énergétique à l'échelle d'une ville.

fbernard@up.univ-mrs.fr

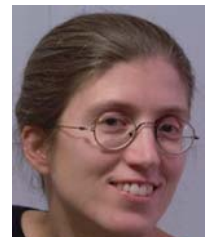
Les maillons médiatiques qui consolident la chaîne d'info-actions

Les médias alternatifs sur le Web sont grandement responsables de l'engagement citoyen. À la fois peu coûteux, très efficace en termes de diffusion, sans contraintes d'espace-temps, le Web a permis la multiplication des transferts d'information nécessaires à la mobilisation citoyenne. Communications Terre-à-Terre (CTAT) a contribué à ce phénomène en développant des bulletins électroniques pour des réseaux structurés et leurs membres. Aujourd'hui, CTAT édite un portail d'informations environnementales adapté à plusieurs publics-cibles. Il centralise nombre d'informations et de liens et mobilise un nombre croissant d'acteurs de tous les milieux de la société québécoise. Parallèlement, les citoyens étant de plus en plus informés de la tenue d'événements majeurs, on voit les salles de conférences se remplir pour entendre des orateurs de talents capables de parler à la fois avec leur cœur et leur tête à des publics intéressés.

CTAT a donc décidé de développer un guichet unique où trouver des conférenciers de talent pour aider les organisateurs d'événements qui ne connaissent pas ces experts. CTAT veut également provoquer l'organisation de Journées de l'environnement dans des milieux peu sensibilisés.

Ainsi, deux autres maillons de la chaîne sont comblés entre les porteurs de savoir et les nouveaux publics à rejoindre.

brigitte@taterre.com



Brigitte Blais
PDG de Communication Terre-à-Terre



Expériences de terrain

La prise de décision en environnement chez des élèves impliqués dans un projet de développement résidentiel durable

Le concept de développement durable implique une capacité à prendre, dans le présent, des décisions qui tiennent compte des impacts possibles sur les générations futures. Il devient ainsi important d'apprendre aux individus à prendre des décisions en anticipant leurs effets futurs sur l'environnement. Dans cette optique, un projet d'éducation à l'environnement d'une durée de plusieurs mois a été réalisé avec une classe de sixième année de Dieppe (Nouveau-Brunswick). Les élèves ont été placés dans un contexte de simulation globale à l'intérieur duquel ils ont joué le rôle des futurs citoyens d'un quartier résidentiel construit selon les principes du design de conservation.

Tout au long de l'année, les élèves ont eu à prendre des décisions à propos de leur façon de vivre dans ce quartier. Le projet de recherche consiste à comprendre comment évolue le processus de prise de décision relatif à l'environnement chez les élèves impliqués dans ce projet et à vérifier s'ils apprennent à considérer le futur dans leurs décisions. Le quartier en question sera véritablement construit dès le printemps 2007 et les élèves feront alors des recommandations aux véritables résidents sur les sujets à propos desquels ils auront eu à prendre des décisions.

eau0605@umoncton.ca



Anouk Utzschneider
Étudiante, Université
de Moncton



Carine Villemagne
Professeure, Études
en adaptation
scolaire et sociale,
Université de Sher-
brooke

L'environnement et les adultes : quelle éducation pour quel engagement citoyen ?

La vie contemporaine des adultes est très complexe et soumise à de nombreux défis. Dans ce contexte, il est difficile de saisir ce qu'est « l'être adulte » : parent, chef ou membre d'une famille, consommateur, citoyen d'une collectivité ou du monde, producteur de biens et de services, chercheur d'emploi ou encore étudiant, ses rôles sociaux et ses responsabilités sont diversifiés. Si on ajoute des facteurs tels que la culture, le niveau d'éducation, les caractéristiques socio-économiques ou encore l'âge, la population adulte est donc complexe à appréhender, en particulier pour les éducateurs en milieu non formel. Pour ces raisons, nous privilégierons deux voies d'exploration de l'adulte :

- 1) celle de l'adulte-citoyen voire écocitoyen qui peut jouer un rôle crucial dans la transformation des réalités environnementales locales ou globales ;
- 2) et celle de l'adulte-apprenant dont les spécificités sont à prendre en compte dans le développement de pratiques d'éducation relative à l'environnement. Le but est ensuite de dégager des pistes éducatives pour le développement de pratiques d'éducation relative à l'environnement qui soient susceptibles de favoriser l'engagement social et environnemental des adultes en tant que principaux décideurs de nos sociétés.

carine.villemagne@USherbrooke.ca



Julie Jacques
M.A. Sociologie,
Doctorante en sociologie, UQAM

Environnement, politique et santé au cœur de l'engagement des jeunes. Le cas de la consommation responsable

La popularité grandissante de certains produits aux « valeurs ajoutées », tels qu'équitables, biologiques, écologiques, ou durables ne fait plus de doute. D'abord concentrés dans le domaine alimentaire, les produits certifiés s'étendent maintenant à d'autres domaines, tels que les fonds d'investissement qualifiés d'éthiques, le tourisme responsable et même les vêtements équitables. Quelles sont donc les motivations de ces consommateurs que l'on nomme consommateurs responsables ou consommateurs ? Quel rapport à la consommation, et peut-être surtout, à la société de consommation, leurs gestes traduisent-ils ? Quelles sont les valeurs mises de l'avant ? Pour ces consommateurs, l'achat responsable est-il autre chose qu'un geste individuel, posé dans la sphère privée ? Peut-il avoir une dimension collective, une visée politique ? Est-il un geste que l'on pose à titre de citoyen ?

Ces questions représentent le point de départ de ma thèse de doctorat en sociologie, où j'ai choisi de me pencher sur la consommation responsable chez les jeunes adultes – les 18 à 30 ans - ceux qui sont les plus susceptibles de poser des gestes associés à la « consommation responsable », tels que boycotter ou acheter un produit pour des raisons d'éthique, signer une pétition, etc. (Milan, 2005). La communication présentera les principaux résultats obtenus par entrevues semi-directives auprès de trente jeunes de la région montréalaise.

julie.jacques@sympatico.ca

Conférence de clôture

La Loi sur le développement durable comprend une série de principes entre autres, la participation et l'engagement citoyens, un souci pour l'équité intra et inter générationnelle ainsi que pour la solidarité sociale, le maintien des écosystèmes à la base du développement de la société et la protection du patrimoine culturel.

Le programme de notre colloque répond-il à ces impératifs? Nous laissons ouvert le sujet de la conférence de M. Mead pour lui permettre, à la lumière des travaux du colloque, de nous apporter son opinion. Nous lui laissons même la possibilité d'agir comme « vérificateur »...

harvey.mead@vgq.gouv.qc.ca



Harvey Mead
M.A. Sociologie,
Doctorante en sociologie, UQAM



Fondée en 1990, l'AQPÉRÉ est un organisme à but non lucratif qui a pour mission de promouvoir le développement de l'éducation et de la formation relatives à l'environnement.

Ses buts consistent à *rassembler* les intervenants oeuvrant en éducation et en formation relatives à l'environnement dans une perspective d'échange d'information et de concertation des actions ; à *diffuser* l'information dans le domaine de l'éducation et de la formation relatives à l'environnement ; à *représenter* les intérêts de ses membres dans tout dossier ayant trait au développement de l'éducation et de la formation relatives à l'environnement et à *offrir* un support aux membres en ce qui a trait à la reconnaissance, à l'organisation et à la diffusion de leurs activités.

Lorsque le congrès de l'ACFAS se déroule en région, il constitue un excellent tremplin pour l'AQPÉRÉ pour réunir les intervenants en environnement de la région afin de leur permettre de communiquer leurs projets à un congrès prestigieux et d'échanger avec eux pour bâtir des projets communs pour le futur. C'est ainsi que le congrès de l'ACFAS 2007 n'est pas pour l'AQPÉRÉ une fin, mais le début d'une fructueuse collaboration avec les acteurs en environnement de la Mauricie.

C'est pourquoi nous leur donnons rendez-vous au colloque « Environnement et engagement citoyen » afin de trouver ensemble des pistes d'intervention autour des quelles nous pourrions mettre en commun nos ressources humaines, techniques et financières pour construire avec les institutions et les citoyens des projets pour un avenir plus viable.



***Une présentation de Johane Germain
présidente du Convivium Slow Food de la Vallée de la Batiscan
jogermain@globetrotter.net***

Un organisme favorisant la démocratie participative, à caractère ouvert et non élitiste, composé de citoyens qui se sont donné des orientations qui correspondent à leur vision de développement qui consiste à :

- Mobiliser les ressources et les forces vives du milieu;
- Léguer un héritage pour le développement de la Vallée de la Batiscan, de ses citoyennes et citoyens, et de la région par la protection de sa rivière;
- Augmenter la visibilité et le rayonnement de la Vallée de la Batiscan au plan international en créant un convivium de la Vallée de la Batiscan membre du mouvement Slow-Food;
- Renforcer le sentiment de fierté de la population québécoise à l'égard du milieu rural;
- Susciter et respecter l'apport et la participation de tous et de toutes en facilitant l'accès à la propriété, l'échange des nouvelles connaissances et la valorisation des anciennes;
- Réaliser les événements et activités dans le cadre d'une gestion saine, efficace et transparente.

Ses enjeux :

- Faire contrepoids à des activités de concentration de la propriété;
- Mettre en valeur la beauté du paysage naturel et cultivé qui est souvent menacée;
- Créer des conditions qui augmentent les deuxième et troisième transformations en milieu rural;
- Trouver d'autres options à des agriculteurs sans relève identifiée, qui n'auraient d'autres choix que de grossir ou vendre;
- Assurer une qualité de vie pour nos enfants en favorisant leur insertion et leur implication par des projets attrayants dans un cadre épanouissant.



Ses objectifs sont de favoriser :

- L'entrepreneuriat en milieu rural;
- L'apprentissage de nouveaux savoirs et la maîtrise des anciennes;
- L'accès à la propriété;
- Créer de la richesse en milieu rural en faisant la vallée de la Batiscan une zone laboratoire écogastronomique sans OMG et écotouristique s'étendant sur 177 km du Lac Édouard à la localité de Batiscan. Le convivium offre aux différents acteurs du secteur primaire, qui demeurent dans la vallée, la possibilité de faire la promotion de produits finis caractérisés par la qualité et la durabilité. En favorisant l'émergence et le soutien à la micro-entreprise agro-alimentaire, touristique et culturelle, le convivium entretient et fait grandir le sentiment d'appartenance des citoyens à une communauté étroitement liée du point de vue historique, sociale, économique et culturel à son territoire.

Les étapes qui ont mené à sa création

- Septembre 2005 : Rencontre des tuteurs de l'Université éco gastronomique dans le cadre de l'événement « Cheese » Bra Itali, Johane Germain, Carole Moisan.
- Novembre 2005 : Rencontre éleveurs race patrimoniale vaches canadiennes, poule Chanteclerc, cheval Canadien, et Slow-food Québec et Vallée de la Batiscan.
- Hiver 2006 : Réunion de cuisine, Sainte-Geneviève de Batiscan, St-Prosper, Saint-Stanislas, Notre-Dame-de-Montauban.
- Mars 2006 : Dîner-rencontre à la cabane à sucre patrimoniale Massicotte et Filles. Une quarantaine de personnes ont entendu Paul Caccia de Slow-food Québec et Christine Lessard.
- Août 2006 : Création du convivium Slow Food de la Vallée de la Batiscan lors d'un pique-nique dans une serre de figes biologiques à la ferme Jardins d' Olympe Saint-Stanislas.
- Septembre 2006 : Organisation de kiosque d'information Slow Food dans le cadre des journées « Portes ouvertes de l'UPA » sur la ferme Champs de rêve.
- Octobre 2006 : Assister au lancement du parrainage vache canadienne ITHQ et conférence de presse de Terra Madre.
- 6 août 2006 : Création officielle du Convivium de la Vallée de la Batiscan.

C'est au terme d'un engagement citoyen de huit mois que l'AQPERE, entourée d'une équipe d'acteurs qui ont l'environnement à cœur, a pu rassembler pour cette rencontre de trois jours des hommes et des femmes qui, chacun dans sa sphère d'activités, œuvrent pour la même cause, celle qui doit conduire la société vers un mieux être.

C'est d'abord à ceux qui nous ont aidé à mettre sur pied cet événement que l'AQPERE veut adresser ses remerciements. Leur assiduité et leurs encouragements ont été un soutien constant dans la préparation de ce colloque.

C'est ensuite à tous les conférenciers, qui ont spontanément et avec enthousiasme répondu à notre invitation à présenter une communication dans l'une ou l'autre des sessions du colloque, que nous devons la qualité et la richesse de son contenu. Peu importe que leurs énergies se déploient, à l'école, dans les laboratoires ou sur le terrain, chez nous ou sous d'autres cieux, ils ont voulu être avec nous et nous nous en réjouissons grandement.

Un grand merci à Estelle Lacoursière, cette grande dame de l'écologie qui a déjà tant donné à la société québécoise et qui poursuit encore inlassablement son œuvre d'engagement citoyen. Nulle autre qu'elle ne pouvait mieux assumer la présidence d'honneur de notre colloque,

Notre reconnaissance va aussi à Nadia Rousseau qui a accepté de placer notre colloque sous le parrainage de la chaire Normand Maurice, une figure emblématique du Québec, qui ne peut s'effacer de notre mémoire, tant il a œuvré pour les jeunes, souvent laissés pour compte de la société et à qui l'environnement a procuré et procure toujours une raison de vivre.

Merci enfin à tous ceux qui nous accueilleront le 9 mai, lors de notre quête de témoignages urbains et ruraux et qui nous feront vivre leur passion à valoriser leur patrimoine naturel, leurs produits et leurs cultures. Nous leur tendons la main pour poursuivre avec eux leur progression.

Finalement, nous voulons aussi inclure dans nos remerciements tous les participants qui ont répondu à notre invitation d'être avec nous et enrichir ainsi nos échanges. Ils nous aideront à consolider notre présence en Mauricie et à nous inspirer pour développer des projets avec eux.

Robert Litzler
Président de l'AQPERE
aqpere@videotron.ca



**Association québécoise pour la promotion
de l'éducation relative à l'environnement**

Téléphone : 514 376-1065

Télécopieur : 514 376-1905

Courriel : aqpere@crosemont.qc.ca

Site web : www.aqpere.qc.ca

